

Nou lé kapab !

L'Az Do Fèr La Réunion

TÉMOIGNAGES DU VENDREDI 21 OCTOBRE 2011 •

Interview de Gilles Leperlier, président de l'AJFER

«L'État ne joue pas son rôle»

Pourquoi votre déplacement à Mayotte?

— C'était un voyage en compagnie du député européen, Elie Hoarau, et le président de l'ARCP, Jean-Hugues Ratenon, pour apporter dans un premier temps notre solidarité à la population mahoraise en lutte depuis plusieurs semaines. Mayotte a la population la plus jeune de la République avec 54% de la population qui a moins de 25 ans. Il était important d'être sur place pour comprendre la situation des Mahoraises et des Mahorais. Ce déplacement a été également l'occasion de rencontrer et d'échanger avec les acteurs de la lutte sur place. Nous avons pu rencontrer le président du Conseil général, le président de la CGPME et les représentants de l'intersyndicale de Mayotte et enfin le président de l'Association des consommateurs.

Quel bilan tirez-vous de vos différentes rencontres?

— Au fil de nos différentes rencontres, nous nous rendons compte très vite que le mécontentement de la population ne se limite pas au prix des ailes de poulet. Le fond de la grève, c'est la dénonciation du mal-vivre dans la société mahoraise dû à un rattrapage social qui ne se fait pas et une capacité d'achat qui ne cesse de diminuer. Ce sont toutes les problématiques des biens et services, de la communication, des services bancaires, de l'emploi et de la formation qui sont posées. C'est tout le système qui est remis en cause par la population et c'est ce que refuse de voir le gouvernement.

La ministre de l'Outre-mer était en visite à Mayotte la semaine dernière, comment a été perçue sa visite?

— La ministre a été totalement à côté de la plaque. A la veille de son arrivée, Mayotte a connu la plus grande manifestation qu'elle n'avait jamais connue depuis 30 ans avec plus de 15.000 manifestants. La ministre est restée sur la «petite terre», n'est intervenue qu'à la TV et n'a pas apporté de solutions à la crise. Les bons d'achat de 5 euros du gouvernement et le RSA à 25% ont été perçus comme du mépris et de la mendicité dans la population. La seule réponse à la mobilisation de la part du gouvernement est la répression avec des renforts de CRS et de gardes mobiles. L'État ne joue pas son rôle, l'État se place en tant que médiateur dans les



Elie Hoarau et Gilles Leperlier ici aux côtés de représentants de l'intersyndicale de Mayotte.

négociations alors qu'il doit être acteur, car il en va de sa responsabilité.

Déjà un décès et deux blessés, quelle situation sur place aujourd'hui?

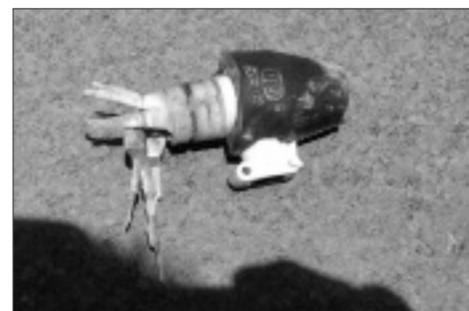
— Faute de réponse adéquate de l'État, la situation est en train de s'aggraver. Les acteurs sociaux, les élus et les collectivités sur place ont des solutions d'urgence à mettre en place et qui ne coûteraient pas grand-chose à l'État et permettraient de sortir du conflit.

Nous étions logés à quelques mètres de la place principale où se tiennent depuis des semaines les rassemblements. A plusieurs reprises, nous avons traversé les rassemblements et les barrages de route sans qu'il n'y ait aucun problème, aucun débordement. Quand on respecte les manifestants, tout se passe dans le calme et la dignité.

Que s'est-il passé mercredi matin à Mayotte lors des affrontements tragiques qu'on a connus?

— Nous tenions une conférence de presse dans un café-terrasse à quelques mètres des rassemblements. Les manifestants étaient rassemblés dans le calme, encadrés par une cohorte de gendarmes. Au moment de notre conférence de presse, dans la terrasse du café, nous avons reçu des déflagrations de bombes lacrymogènes et des balles de fla-

shball. Quelques minutes plus tard, au giratoire, en face du café, un homme a été touché par un morceau de bombe assourdissante et a été transféré en urgence à l'hôpital de Mamoudzou. Immédiatement, un Mahorais est venu nous montrer le morceau de bombe qui avait touché l'homme (voir photo). Il décéda par la suite à l'hôpital. Juste après, un autre homme a été touché, en face de nous, par une balle de flashball, est tombé et a été lui aussi transféré à l'hôpital. Je tiens à transmettre toutes mes condoléances à la famille de la victime et mon soutien aux familles des deux jeunes blessés depuis le début de la mobilisation. La réaction des forces de l'ordre a été démesurée, disproportionnée et abusive.



Le morceau de bombe lacrymogène qui aurait touché l'homme, qui est ensuite décédé à l'hôpital.

Édito

Mayotte, une République au rabais !

Nous nous joignons à la tristesse de la famille, des amis de l'homme qui a perdu la vie mercredi, et aussi à la tristesse du peuple de Mayotte.

Les drames entraînent malheureusement souvent des propos que l'on ne tolérerait pas d'habitude. Ce fut par exemple le cas lors de l'affaire DSK où l'on a vu surgir de multitudes propos sexistes... Toute proportion gardée, c'est un peu la même configuration après le décès d'un manifestant à Mayotte. On peut lire certains commentaires sur la toile où des personnes estiment que «la police a fait son travail». Parce que le travail de la police serait de tuer le peuple qui s'exprime? Gardons-nous de ces propos qui dépassent toute lucidité d'esprit.

Un homme est mort dans une manifestation sur le territoire français; la France, pays dit des Droits de l'Homme. Cela se serait passé à Paris, à Marseille, on aurait très vite dépêché un ministre sur place, avec des solutions à la crise. Mais ce n'est que Mayotte, une République au rabais.

Donc, à défaut de ministre et de solutions, on envoie des «appels au calme» depuis Paris. Pour résumer, alors que des Français se mobilisent depuis des semaines pour une cause légitime, on leur répond par la répression entraînant plusieurs blessés graves ainsi qu'un mort, et face à cette situation, l'État pense pouvoir calmer les choses avec un «appel au calme» qui n'est autre qu'une manière polie de leur dire de «fermer leur gueule».

Sauf que le calme dépend de ceux-là mêmes qui lancent ces appels. Jusqu'à preuve du contraire, aucun gendarme n'a perdu partiellement la vue ou n'est mort. La balle est donc dans le camp de l'État, le calme relève de sa responsabilité.

Assemblée générale de l'AJFER

Retour sur deux ans de luttes

Dimanche dernier s'est tenue l'Assemblée générale de l'AJFER (Alliance des jeunes pour la formation et l'emploi à La Réunion). Ce fut notamment l'occasion de revenir sur les activités de l'association, depuis sa création, à l'issue des États généraux de l'Outre-mer.

Il y a des moments où il est bon de se poser et de regarder autour de soi, mais aussi en arrière, ne serait-ce que pour mieux appréhender l'avenir. Aussi, dans une association qui s'invite régulièrement sur des sujets de société, il est bon, à un moment, de faire le point. Le but n'est pas de savoir ce que nous avons fait ou pas, mais bel et bien d'apporter un regard global sur l'évolution de nos activités et d'ajuster, à partir de là, nos prochaines actions, pour plus de cohérence notamment.

L'Assemblée générale de l'AJFER s'est tenue dimanche et nous vous proposons cette semaine une série d'articles sur de

grandes batailles qui ont été menées et qui, à coup sûr, se poursuivront. Ainsi nous avons choisi de revenir sur deux faits marquants: la bataille pour la «*priorité à l'embauche des Réunionnais*» et l'Année internationale de la Jeunesse qui vient de se terminer (Cf. articles suivants).

Etre une force de propositions

Bien évidemment, l'AJFER ne s'est pas contentée de ces batailles. Il s'est agi aussi de porter un véritable travail de réflexion sur notre société réunionnaise dans le monde, nos difficultés, nos problèmes, mais aussi et surtout nos aspirations et nos solutions. Un gros travail de lobbying a également été fait, auprès des élu(e)s, des dirigeants économiques, ou encore auprès du chef de l'État. Très souvent, nous avons remis en cause «*le système*» qui a atteint ses limites et crée des injustices. Ainsi, l'AJFER a très souvent prôné la rupture avec ce qu'il se fait depuis des années, notamment les fois où les analyses que l'on entendait se faisaient par mimétisme de ce que l'on voyait en France hexagonale alors que la situation locale est totalement différente.

Etre une force de propositions a donc été une volonté forte de notre association. Bonnes ou mauvaises propositions, à chacun sa liberté de jugement, mais au moins, des propositions ont été réfléchies.



(photo Tonlex)

L'AJFER lors de la création de l'ARCP (Alliance des Réunionnais contre la pauvreté) en août 2010.

Se positionner sur des faits d'actualité

Durant deux ans et à côté de ces activités de réflexions et de campagnes sur le long terme, l'AJFER s'est aussi positionnée sur

des sujets issus de l'actualité. Réformes des retraites, promotion de la langue créole, bourses doctorales, guerre en Afghanistan, grands travaux, commémoration de la langue créole...

Mener une réflexion sur le long terme et rester à l'écoute de l'actualité, deux axes finalement complémentaires. Les batailles que nous menons et nos propositions ne cessent au fil des jours de s'enrichir, et c'est important, car les solutions dépendent très souvent de multiples paramètres eux-mêmes en constante évolution.

A toutes ces personnes qui nous accompagnent...

Mais l'enrichissement, c'est aussi le fruit de toutes ces personnes qui, de manière ponctuelle ou permanente, nous donnent leurs avis, envies, et surtout de leur temps, ou simplement leur soutien. A toutes ces personnes qui, un jour ou plusieurs jours, ont, à nos côtés, distribué un tract, manifesté, fait des banderoles, collé des affiches sur toute l'île, ou encore à ces personnes qui écrivent depuis plusieurs semaines maintenant ce journal de façon hebdomadaire: *Merci*.

En route vers l'avenir!

Beaucoup de choses ont été faites et beaucoup reste à faire pour changer les choses. L'AJFER compte bien poursuivre ses différentes actions, et à quelques mois de la Présidentielle, c'est une organisation qui sait pertinemment qu'elle sera en mesure, sur la base d'un projet, de militer pour faire avancer La Réunion.



En novembre 2010, des affiches avec les portraits des sénateurs Jean-Paul Virapoullé et Anne-Marie Payet ainsi que les députés René-Paul Victoria et Didier Robert — ayant voté pour la réforme des retraites — étaient placardées par l'AJFER.

(photo Imaz Press Réunion)

Assemblée générale de l'AJFER

«Priorité à l'embauche des Réunionnais»: un combat permanent

L'activité de l'AJFER durant ces années a fortement été marquée et continue de l'être par la bataille pour la priorité à l'embauche des Réunionnais, à La Réunion. Et pour cause, à La Réunion, ce n'est pas moins d'un jeune sur deux qui est sans emploi. Plus fort taux de chômage de France et d'Europe, une situation qui semble finalement être devenue «banale», mais qui n'en demeure pas moins injuste.

La population réunionnaise est jeune, et les jeunes dans l'île, malgré le fait qu'ils soient de plus en plus qualifiés et diplômés, sont durement frappés par le chômage. Le service public est un employeur non négligeable, mais force est de constater que les postes

échappent aux Réunionnais. Faute notamment à un système de recrutement datant de plusieurs dizaines d'années, aujourd'hui dépassé et créateur d'injustices. C'est le cas de l'Éducation nationale, mais aussi de la police ou autres administrations publiques. Les

postes de cadres dans le secteur privé n'échappent malheureusement pas à la règle.

La contribution aux États généraux d'Outre-mer

Déjà un mot d'ordre fort dans les propositions que nous enverrons au Président de la République pendant les États généraux, la priorité à l'embauche des Réunionnais, sujet souvent tabou, car assimilé à du racisme, finira par prendre une place considérable dans les débats. C'était une première victoire, mine de rien, quand Nicolas Sarkozy traitait la question dans les conclusions du Conseil interministériel de l'Outre-mer en affirmant qu'il fallait «favoriser l'affectation des ultramarins dans leur département». Mais nous savions pertinemment que l'on ne pouvait se contenter de promesses.

De Nicolas Sarkozy à Mostafa Fourar, en n'oubliant pas les ministres

Alors, en janvier 2010, durant le séjour dans notre île de Nicolas Sarkozy, l'AJFER loue un bus qu'elle décore d'affiches au slogan «Priorité à l'embauche des Réunionnais» et suit le parcours du Président de la République, les militants seront à plusieurs reprises immobilisés à plusieurs centaines de mètres des lieux de passage du Président par les forces de l'ordre avant de se faire simplement «gazés» à la manifestation de fin de journée, au rond-point de la salle Candin.

Ce combat s'est aussi traduit par une multitude de demandes de rendez-vous avec les ministres de passage dans l'île: ministre de l'Outre-mer, ministre de la Fonction publique, ministre de la Cohésion sociale... Toujours reçue par des «conseillers» avec ces mêmes phrases: «Je suis là pour prendre vos doléances que je transmettrai au ministre, je n'ai aucun pouvoir décisionnel, mais je transmettrai».

Jusqu'au moment où l'on se dit: «Les ministres viennent, repartent, reviennent, mais dans le fond, rien ne change, et les problèmes de fond, sans compter de perdurer, ne sont même pas étudiés».

Au niveau local, une multitude de rencontres ont également eu lieu avec, entre autres, le Sous-préfet en charge de la Cohésion sociale ou encore le directeur régional du Pôle Emploi. Une multitude d'actions aussi, que ce soit au Parc national des Hauts ou encore à la centrale EDF. Mais il y en a une que nous interpellons annuellement, au moment de la rentrée scolaire: le recteur. Une demande récurrente et simple est faite à chaque fois: la transparence sur le recrutement au sein de l'Académie de La Réunion. Trois ans et toujours aucune réponse. Mostafa Fourar se plaît à garder toute l'opacité.

«La route est encore longue et c'est un devoir de la poursuivre»

Depuis plusieurs années, la bataille est donc menée et ce n'est pas facile. Des avancées tout de même, ne serait-ce parce que l'on en parle, que l'on en débat. Il a fallu expliquer que cette revendication n'était pas du racisme et que c'est même parce que l'on a trop souvent fait ce rapprochement que les choses n'ont pas avancé. Il a aussi fallu expliquer que c'était avant tout la défense du droit au travail, à La Réunion, pour les Réunionnais. Se refuser de tomber dans le débat créole/zoreil fut également une bataille, se refuser simplement de faire de la question de la priorité à l'embauche des Réunionnais une question de personnes au profit d'une question de système injuste.

La route est encore longue, mais c'est un devoir de la poursuivre, parce qu'à diplômes et compétences égaux, le Réunionnais n'est pas moins qu'une personne venant de l'extérieur et que le chômage est tel dans l'île que nous ne pouvons nous permettre de ne pas embaucher la population locale.



En janvier 2010, durant le séjour dans l'île de Nicolas Sarkozy, l'AJFER placarde des affiches au slogan «Priorité à l'embauche des Réunionnais».

L'Année internationale de la Jeunesse

août 2010-août 2011, Année internationale de la Jeunesse placée sous le signe du dialogue et de la compréhension mutuelle, avec pour slogan «Notre Année, Notre Voix». Dès son lancement, l'AJFER saisit cette opportunité qui est donnée aux jeunes de s'exprimer et de faire leurs propositions pour un monde plus sûr, plus juste.

«Les jeunes sont les moteurs du développement économique»

Au moment du lancement de cette Année internationale, au mois d'août 2010, l'Organisation internationale du Travail (OIT) sort un rapport alarmant sur la situation de l'emploi dans le monde. En effet, le rapport stipule que le nombre de personnes sans emploi a atteint des niveaux sans précédent et que ce sont les jeunes du monde entier qui en paient le prix fort. L'OIT a même parlé de «génération perdue» si rien n'est fait et n'a pas manqué de cibler la responsabilité des dirigeants politiques.

Dès le lancement de cette Année et la sortie de ce rapport, l'AJFER a alerté les pouvoirs publics. Aussi, l'organisation locale a pris contact avec l'ONU afin de pouvoir relayer cette Année internationale à La Réunion.

Le Festival mondial de la Jeunesse et des Étudiants

En décembre 2010 s'est tenue la plus grande manifestation de cette Année internationale en Afrique du Sud, à Pretoria: le Festival mondial de la Jeunesse et des Étudiants (FMJE). Une délégation de l'AJFER, composée d'une quinzaine de personnes, s'est rendue à l'évènement mondial. Cela faisait plusieurs dizaines d'années que La Réunion n'avait pas été représentée. Durant une semaine, à travers la participation de l'AJFER aux débats, séminaires, conférences sur différentes thématiques, la voix de La Réunion a pu être portée. Au terme du FMJE, une des résolutions adoptées a porté sur «la zone Océan Indien, zone de paix». En effet, face au changement de l'ordre mondial, à la multiplication des échanges entre les pays du monde entier, l'Océan Indien apparaît comme un véritable «carrefour» qu'il convient de protéger, de maintenir dans la paix.

Au retour du FMJE, qui a été pour l'ensemble des participants une expérience extrêmement enrichissante, un comité de pilotage est mis en place afin d'organiser, en écho à cette Année internationale de la jeunesse, une manifestation à La Réunion. Commence alors le Festival international de la Jeunesse réunionnaise (FIJR).

Le Festival international de la Jeunesse réunionnaise

Il s'est agi en premier lieu de travailler sur des propositions pour faire avancer les pays, de partir à la rencontre et à l'écoute des jeunes, savoir quelles sont leurs idées. C'est ainsi que commença la rédaction du projet «Nou lé kapab pou nout péi» autour de huit thèmes: l'alimentation, le logement, les déplacements, l'éducation, l'emploi, l'épanouissement, la gouvernance et les relations internationales. A chaque fois, un état des lieux de la situation a été fait, puis des propositions, ainsi qu'une dernière partie plus explicite sur les propositions. Ce projet a été présenté le 14 juillet 2011 lors du festival.

En amont du festival, afin de sensibiliser les personnes et avoir des remontées de propositions, des actions ponctuelles ont été menées: pose de banderoles sur les institutions, action tente en centre-ville du Tampon ou encore diffusion de tracts dans les transports en commun... Une grande campagne d'affichage a aussi eu lieu où l'on pouvait lire sur des bandeaux: «Nou lé kapab pou nout péi», «Arèt taz a nou», «Arèt koz des jeunes sans les jeunes» ou encore «Zenès lèv a ou, Nout lané, nout voix!».

Au 14 juillet, journée choisie pour tenir le FIJR, ce sont environ 400 jeunes qui se sont réunis à Saint-Louis afin de célébrer cette Année. Après la présentation du projet et les discussions, des résolutions portant entre autres sur l'emploi, la pauvreté ou encore la culture. Lors du festival, nous avons eu l'honneur d'accueillir une délégation des Seychelles avec qui un travail d'échanges d'expériences et de situations a été fait.

Une jeunesse mobilisée, des gouvernements absents

A la fin de cette Année internationale de la jeunesse, l'AJFER se félicite d'avoir permis un relai au niveau local. Cependant, on ne peut que regretter que la situation depuis un an n'ait pas évolué, pire, elle a même tendance à s'aggraver. En effet, malgré les sonnettes d'alarme tirées par les organisations internationales, pour des raisons souvent financières, les gouvernements n'ont eu de cesse de porter préjudice à l'avenir des jeunes via de véritables plans de rigueur. Aujourd'hui, le chômage touche toujours durement les jeunes et la pauvreté tend à s'installer durablement dans nos sociétés.

Mais au terme de cette Année internationale, si les gouvernements n'ont pas su prendre leurs responsabilités, il n'en demeure pas moins que les jeunes, eux, ont su montrer à travers le monde leur capacité à se mobiliser, à dire les changements qu'ils souhaitent et leur volonté de changer ce monde. A partir de là, et ça aura été l'une des conclusions de l'AJFER, «tout commence».

Nouvelle campagne de l'AJFER

Ras le cul de ton cumul !

Dimanche dernier, l'AJFER lançait sa nouvelle campagne de sensibilisation pour la fin du cumul des mandats. A cette occasion, elle a dévoilé l'étude qu'elle a menée sur les élus qui cumulent à La Réunion. Les chiffres en disent suffisamment...

L'étude se base sur les mandats détenus par les maires, les conseillers généraux, les conseillers régionaux et les parlementaires, soit 127 postes.

Sur 127 postes, 97 sont occupés par des élus cumulards, soit 76% d'entre eux.

Nous avons établi deux classements, un par parti politique, l'autre par institution.

L'analyse par parti nous montre les résultats suivants:

- Au PS, 92% des postes sont occupés par des élus cumulards
- A la droite sociale, 80% des postes sont occupés par des élus cumulards
- A l'UMP, 75% des postes sont occupés par des élus cumulards
- Au PCR, 67% des postes sont occupés par des élus cumulards

Il y a des écarts importants entre partis, mais quoi qu'il en soit, plus des deux tiers des postes d'élus dans les partis à La Réunion sont occupés par des cumulards.

L'analyse par institution nous montre les résultats suivants:

- 100% des parlementaires sont en situation de cumul (9/9)
- 88% des conseillers généraux sont en situation de cumul (43/49)
- 83% des maires sont en situation de cumul (20/24)
- 56% des conseillers régionaux sont en situation de cumul (25/45)

Vous trouverez ci-dessous deux tableaux récapitulatifs du nombre d'élus cumu-



L'AJFER lance sa nouvelle campagne de sensibilisation pour la fin du cumul des mandats.

lards, par parti politique et par institution. Pour plus d'infos, rendez-vous sur le site www.jecumule.fr

TABLEAU RECAPITULATIF DES CUMULS PAR PARTI POLITIQUE

Tableau récapitulatif des cumuls au PS

	Nombre de postes au PS	Nombre de cumulards	Total
Maires	5	4	80%
Conseillers généraux	11	11	100%
Conseillers régionaux	6	5	83%
Parlementaires	3	3	100%
Total	25	23	92%

Source: AJFER, étude sur le cumul des mandats à la Réunion - Octobre 2011

Lecture: 92% des postes détenus par le PS sont occupés par des cumulards.

Tableau récapitulatif des cumuls au PCR/Alliance

	Nombre de postes au PCR	Nombre de cumulards	Total
Maires	7	4	57%
Conseillers généraux	11	10	91%
Conseillers régionaux	12	5	42%
Parlementaires	3	3	100%
Total	33	22	67%

Source: AJFER, étude sur le cumul des mandats à la Réunion - Octobre 2011

Lecture: 67% des postes détenus par le PCR sont occupés par des cumulards.

Tableau récapitulatif des cumuls à l'UMP

	Nombre de postes à l'UMP	Nombre de cumulards	Total
Maires	8	8	100%
Conseillers généraux	16	14	88%
Conseillers régionaux	27	15	56%
Parlementaires	4	4	100%
Total	55	41	75%

Source: AJFER, étude sur le cumul des mandats à la Réunion - Octobre 2011

Lecture: 75% des postes détenus par l'UMP sont occupés par des cumulards

Tableau récapitulatif des cumuls à la Droite Sociale

	Nombre de postes à la Droite Sociale	Nombre de cumulards	Total
Maires	4	4	100%
Conseillers généraux	11	8	73%
Conseillers régionaux	0	0	0%
Parlementaires	0	0	0%
Total	15	12	80%

Source: AJFER, étude sur le cumul des mandats à la Réunion - Octobre 2011

Lecture: 80% des postes détenus par la droite sociale sont occupés par des cumulards

Nou ar trouve !

Remerciements à toutes et tous ceux qui ont participé à l'élaboration de ce journal!

Retrouvez-nous sur FB "L'Az Do Fèr", sur le blog www.noulekapab.com!

RDV vendredi prochain!

contact@noulekapab.com